

Audience publique du 5 juin 2012

Recours formé par Madame ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise d'impôts

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 28502 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 18 avril 2011 par Maître Véronique Achenne, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 17 janvier 2011 portant rejet de sa demande de remise d'impôts par voie gracieuse ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 14 juillet 2011 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 14 octobre 2011 par Maître Véronique Achenne au nom de Madame ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Dogan Demircan, en remplacement de Maître Véronique Achenne, et Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 16 mai 2012.

Par courrier du 30 décembre 2010, Madame ... introduisit auprès de l'administration des Contributions directes une demande de remise gracieuse d'impôts ayant trait au « *bulletin d'imposition de l'année 2008* ».

Cette demande de remise gracieuse fut rejetée par une décision du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « directeur », du 17 janvier 2011, répertoriée sous le numéro GR 1.11 du rôle et libellée comme suit :

« *Vu la demande présentée le 3 janvier 2011 par la dame ..., demeurant à L-..., ayant pour objet une remise d'impôts par voie gracieuse;*

Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996;

Considérant que d'après le paragraphe 131 AO une remise gracieuse n'est envisageable que dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;

Considérant que la demande de remise gracieuse est motivée par des considérations qui mettent en cause une situation financière difficile ;

Considérant qu'une remise pour rigueur subjective n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive de moyens de subsistance indispensables;

Considérant qu'une telle rigueur excessive au sens prévisé, incompatible avec le principe de l'équité au sens du paragraphe 131 AO, n'est pas à admettre au vu de la situation de revenu actuelle de la requérante ;

Considérant en plus que la requérante devrait être en mesure de régler sa dette fiscale par des versements réguliers, adaptés à sa situation de revenu et fixés de commun accord avec le receveur de l'Administration des Contributions ;

Considérant qu'après règlement une remise gracieuse des intérêts pourra être envisagée ;

**PAR CES MOTIFS,
DECIDE :**

La demande en remise gracieuse est rejetée. (...) »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 18 avril 2011, Madame ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision directoriale précitée du 17 janvier 2011.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 131 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « Abgabenordnung », en abrégé « AO », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur portant rejet d'une demande de remise gracieuse d'impôts. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation introduit en ordre principal, de sorte qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement conclut à l'irrecevabilité du recours pour libellé obscur. Il soutient que le recours n'aurait pas été introduit conformément à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, dans la mesure où il ne serait pas motivé à suffisance de droit, l'exposé sommaire des faits et moyens faisant défaut.

Dans son mémoire en réplique, la demanderesse conclut au rejet de ce moyen.

Aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 21 juin 1999, précitée, la requête introductive doit contenir notamment l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués, ainsi que l'objet de la demande.

Il appartient au tribunal saisi d'apprécier *in concreto* si l'exposé sommaire des faits et des moyens, ensemble les conclusions s'en dégageant, est suffisamment explicite ou non. L'*exceptio obscuri libelli*, qui est d'application en matière de contentieux administratif, sanctionne d'une nullité l'acte y contrevenant, étant entendu que son but est de permettre au défendeur de savoir quelle est la décision critiquée et quels sont les moyens à la base de la demande, afin de lui permettre d'organiser utilement sa défense.¹

S'il suffit que cet exposé soit sommaire, la requête introductive d'un recours ne doit cependant pas rester muette sur les moyens à son appui, elle ne doit pas être dépourvue des indications indispensables et elle doit contenir des conclusions.

En l'espèce, la requête introductive contient l'indication de l'objet de la demande, à savoir la réformation, sinon l'annulation de la décision du directeur du 17 janvier 2011 prise suite à la demande de remise gracieuse de la dette d'impôt introduite par la demanderesse, un exposé sommaire des faits, en l'occurrence des explications quant à l'origine de la dette d'impôt pour laquelle la demanderesse a introduit la demande de remise gracieuse, ainsi qu'un exposé sommaire du moyen en droit invoqué à l'appui du recours, à savoir sa situation financière difficile laquelle devrait lui permettre de rentrer dans le champ d'application du paragraphe 131 AO.

Il s'ensuit que la requête introductive d'instance répond aux exigences de l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1999, précitée, de sorte que le moyen afférent est à rejeter comme étant non fondé.

Le recours principal en réformation, ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, est dès lors recevable.

A l'appui de son recours, la demanderesse déclare qu'elle ne contesterait pas sa dette d'impôt, ni en son principe, ni en son montant, mais soutient que sa situation financière actuelle ne lui permettrait pas de payer cette dette exceptionnelle qui résulterait de la taxation de la plus-value réalisée lors de la vente d'un immeuble dont elle était propriétaire.

Elle reproche au directeur d'avoir mal apprécié sa situation financière. A cet égard, elle explique que sa situation financière serait plus que difficile dans la mesure où elle devrait rembourser trois prêts servant à couvrir des dettes familiales et où ses revenus suffiraient uniquement pour rembourser lesdits prêts, ainsi que pour payer ses cotisations auprès des organismes de la sécurité sociale sans qu'il ne lui resterait de l'argent pour vivre, de sorte qu'aucune banque ne lui accorderait un prêt supplémentaire, d'autant plus qu'elle ne pourrait fournir aucune garantie immobilière.

Elle précise en outre qu'au moment de la vente de l'immeuble ayant déclenché l'imposition de la plus-value pour laquelle elle sollicite la remise gracieuse, elle n'aurait pas fait de provision en vue du paiement de cet impôt, étant donné qu'elle aurait reçu un conseil erroné à ce sujet. Elle donne encore à considérer que son unique source de revenu seraient les

¹ cf. trib. adm. 30 avril 2003, n° 15482 du rôle, Pas. adm. 2011, V° Procédure contentieuse, n° 381

honoraires payés par une étude d'avocats et que le montant mensuel net qui resterait à sa disposition ne lui permettrait pas de payer actuellement sa dette d'impôt.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours.

Aux termes du paragraphe 131 AO, une remise gracieuse se conçoit « *dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable* ».

Il résulte de cette disposition qu'une remise gracieuse n'est envisageable que si, soit objectivement *ratione materiae*, soit subjectivement *ratione personae* dans le chef du contribuable concerné, la perception de l'impôt apparaît comme constituant une rigueur incompatible avec le principe d'équité².

Il est constant en l'espèce que la demanderesse ne conteste pas l'impôt lui réclamé, ni en son principe, ni en son montant.

La demanderesse se prévalant d'une rigueur subjective dans son chef en ce que sa situation financière ne lui permettrait pas de payer l'impôt fixé par l'administration fiscale, il convient dès lors d'examiner si une telle rigueur subjective est vérifiée en l'espèce. Une remise gracieuse fondée sur une rigueur subjective n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive des moyens de subsistance indispensables.

La demanderesse entend établir en l'espèce la situation financière difficile dont elle fait état par la production de copies de ses contrats de prêt et par des affirmations relatives à la source et au quantum de ses revenus, ainsi qu'à l'impossibilité de se voir accorder un nouveau prêt bancaire.

Or, en l'espèce, force est au tribunal de constater que la demanderesse n'a pas rapporté à suffisance de droit la preuve d'une rigueur subjective dans son chef du fait de l'obligation de régler ses dettes d'impôt résultant de la réalisation d'une plus-value lors de la vente de son immeuble. En effet, le simple fait qu'un contribuable ne dispose pas des liquidités nécessaires pour procéder au paiement des impôts lui fixés par l'administration ne constitue pas, à lui seul, une raison suffisante de nature à établir dans son chef une rigueur subjective au sens de la loi, qui devrait entraîner une remise gracieuse des impôts qui ont légalement pu lui être fixés par l'administration fiscale, dans la mesure où il appartient au tribunal d'apprécier la situation financière et de fortune globale de la demanderesse.

Ainsi, quant aux contrats de prêts invoqués par la demanderesse, s'ils sont certes de nature à mettre en évidence une charge mensuelle d'environ- euros dans le chef de la demanderesse, il y a cependant lieu de conclure qu'ils ne permettent pas de refléter la situation financière et de fortune globale actuelle de cette dernière dans la mesure où la source et le faible quantum de ses revenus, ainsi que la prétendue impossibilité de se voir accorder un nouveau prêt bancaire ne ressortent, en l'état actuel de l'instruction de l'affaire, pas des pièces versées en cause. En effet, le tribunal est amené à relever que la demanderesse n'a versé aucune pièce à l'appui de ses affirmations, tels des notes d'honoraires émises à l'attention de

² cf. trib. adm. 5 mars 1997, n° 9220 du rôle, Pas. adm. 2011, V° Impôts, n° 408 et autres références y citées

l'étude d'avocats à la disposition de laquelle elle met ses services, des extraits bancaires, des documents comptables de façon générale, des lettres de refus rédigées par des banques suite à ses prétendues demandes de prêt, un extrait de l'administration du cadastre et de la topographie afin de prouver qu'elle n'est pas propriétaire d'un immeuble - du moins au Luxembourg -, de sorte que ces affirmations restent à l'état de pure allégation au vu des contestations émises par la partie étatique par rapport à la situation financière de la demanderesse.

Il s'ensuit qu'en l'absence d'autres éléments de preuve permettant d'établir dans le chef de la demanderesse une rigueur subjective, le moyen afférent est à rejeter.

Il résulte de l'ensemble des considérations qui précèdent que la décision du directeur du 17 janvier 2011 en ce qu'il a rejeté la demande de remise gracieuse de la demanderesse est à confirmer, de sorte que le recours sous analyse est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le dit non justifié, partant en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours en annulation ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par :

Claude Fellens, vice-président,
Annick Braun, premier juge,
Andrée Gindt, juge,

et lu à l'audience publique du 5 juin 2012 par le vice-président, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Claude Fellens

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 05.06.2012

Le Greffier du Tribunal administratif